Grèce : Une île ou un monument en garantie d'un nouveau prêt ?

14/05/2011 à 20h08

Le Premier ministre grec, Georges Papandréou, a assuré que les privatisations destinées à faciliter la sortie du pays de la crise était désormais "une priorité" pour son gouvernement, dans une interview publiée samedi par le quotidien italien Corriere della Sera.

"Au début, les privatisations n'étaient pas une priorité", a déclaré M. Papandréou, évoquant le lancement du plan de redressement des finances grecques il y a un an.

"Maintenant les privatisations occupent la première place sur la liste (de nos priorités). Nous allons prouver que nous sommes capables de respecter nos obligations en ce qui concerne la dette à travers une série de projets de développement. Il y a un large consensus dans ce sens tant dans l'opinion publique que dans l'opposition. C'est pourquoi, le plan de privatisation sera approuvé très bientôt".

M. Papandréou a également qualifié d'"insulte" l'idée de demander à la Grèce comme garantie d'un éventuel nouveau prêt "une île ou un monument" historique. "Je veux dire une chose à laquelle nous sommes très sensibles: nous demander une île ou un monument comme garantie est pratiquement une insulte". "Les gens s'attendent à ce que notre parole et nos actions soient une garantie suffisante", a-t-il dit. La Grèce, qui ploie sous une dette considérable, éprouve des difficultés à se financer sur les marchés en raison des doutes pesant sur ses capacités à rembourser ses emprunts à l'avenir.

Signe de ces inquiétudes, les taux grecs à 10 ans restent supérieurs à 15%, beaucoup plus que les taux d'emprunt pour

les économies européennes plus solides. “Nous avons obtenu des résultats importants mais (…) nous devons continuer avec une volonté inébranlable, non seulement pour réduire le déficit (…) mais pour éliminer la corruption, réduire l’évasion fiscale et rendre le système plus équitable”, a conclu M. Papandréou.

Le Figaro